

LE PAFP

Programme d'Appui à la Formation Professionnelle

Un programme novateur au service de
l'insertion professionnelle au Mali



Sommaire

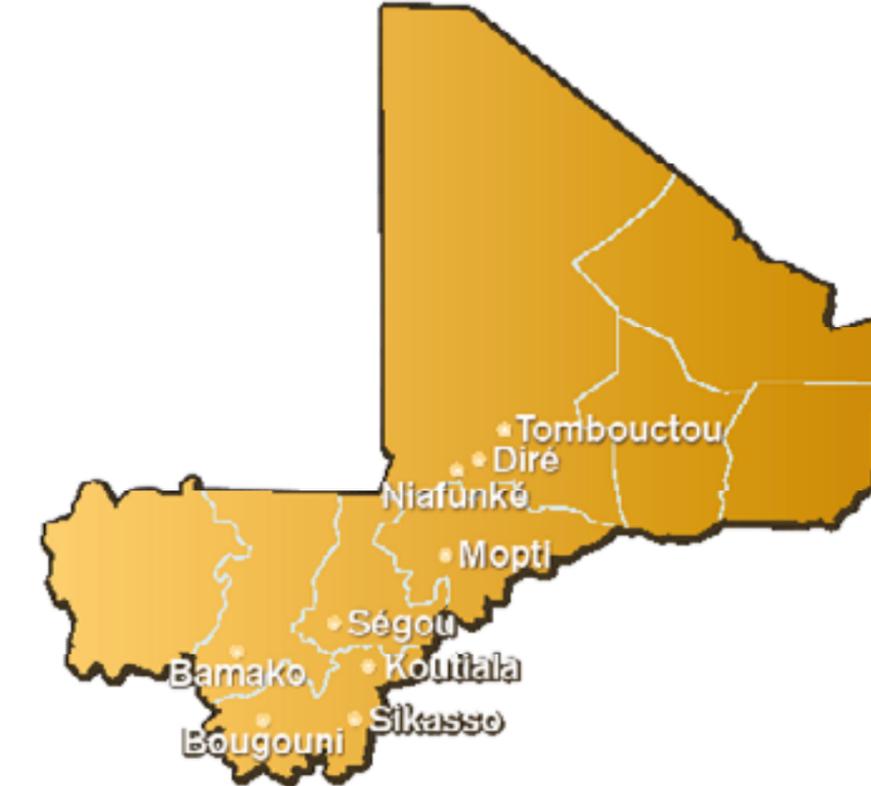
- | | | | |
|---|--|----|---|
| 3 | LE CONTEXTE | 12 | FOCUS SUR L'APPROCHE PARTENARIATS |
| 4 | LA CHRONOLOGIE DU PAFP | 14 | LE BILAN DE LA PHASE 4 |
| 6 | LES QUATRE PHASES DU PAFP | 16 | LA CAPITALISATION DU PROGRAMME |
| 8 | LES PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA PHASE 4 | 18 | TROIS PORTRAITS, TROIS PARCOURS DE RÉUSSITE |

Le contexte

Situé en Afrique de l'Ouest avec une population de 17,5 millions d'habitants, le Mali est caractérisé par une population jeune, qui habite dans les zones rurales et vit essentiellement de l'agriculture, grâce à de petites exploitations. Mais le secteur rural ne suffit pas à offrir un emploi à tous.

De plus, le Mali connaît une forte dynamique démographique et la grande majorité des actifs sont des jeunes ruraux analphabètes. Car le système éducatif ne peut satisfaire les besoins : plus de la moitié des jeunes de 15 ans échappent à tout parcours scolaire, ils sont même plus de 70% dans certaines régions. Quant à ceux qui ont la chance d'avoir une qualification, elle est parfois inadaptée, car le marché du travail malien souffre d'une inadéquation entre les qualifications et les besoins des entreprises.

Dans ce contexte, la formation professionnelle apparaît comme la solution la plus appropriée pour permettre aux jeunes d'accéder à l'emploi et à un revenu, augmenter la productivité des entreprises et la qualité de leurs productions, et contribuer au développement du pays.



QU'EST-CE QUE L'APPRENTISSAGE DE TYPE DUAL ?

L'apprentissage de type dual est une approche visant à renforcer les connaissances pratiques de l'apprenti, acquises dans un atelier, avec des connaissances complémentaires (théoriques et pratiques) dans un centre de formation professionnelle.

L'enseignement théorique permet de renforcer le socle minimum des connaissances nécessaires à la pratique d'un métier et permet ainsi à l'apprenti de mieux comprendre les règles de son milieu professionnel. Les connaissances pratiques sont acquises en situation, dans l'atelier.

L'apprentissage de type dual constitue donc une amélioration qualitative de l'apprentissage traditionnel, tout en conservant les règles et relations ancestrales entre maîtres-artisans et apprentis.



La chronologie du PAFP

PHASE 1 : 2006 - 2007

Axe 1. Le PAFP contribue à la consolidation du système de formation par apprentissage pour une offre de formation adaptée aux besoins.

Axe 2. De nouveaux programmes de formation professionnelle flexibles offrent de nouvelles possibilités d'insertion sur le marché du travail aux jeunes hommes et femmes dans l'environnement urbain et périurbain des régions sélectionnées.

PHASE 2 : 2008 - 2011

Axe 1. Le PAFP contribue à la consolidation du système de formation par apprentissage au Mali.

Axe 2. Le PAFP contribue à la prise en compte effective de la formation professionnelle au niveau régional.

Axe 3. L'accompagnement du développement de l'économie locale est assuré par le soutien aux initiatives porteuses et par la mise en cohérence des besoins de qualification avec une offre adaptée.

Axe 4. Les expériences et les outils développés par le programme sont capitalisés et diffusés.

PHASE 3 : 2012 - 2013

Axe 1. Les personnes formées intègrent ou réintègrent un emploi.

Axe 2. Les acteurs privés et publics de la formation professionnelle pour l'emploi développent et mettent en œuvre des formations diversifiées, adaptées aux opportunités et besoins du marché.

PHASE 4 : 2014 - 2018

Axe 1. Les personnes formées intègrent ou réintègrent un emploi.

Axe 2. Les acteurs privés et publics de la formation professionnelle pour l'emploi développent et mettent en œuvre des formations diversifiées, adaptées aux opportunités et besoins du marché.

2006

2007

2008

2009

2010

2011

2012

2013

2014

2015

2016

2017

2018



PHASE 1, RECHERCHE-ACTION

Bailleur : DDC

Budget : 1,05 million CHF

Principaux résultats : 1 600 apprentis formés dans dix corps de métiers, 229 maîtres-artisans en perfectionnement, cadres de concertation dans quatre localités

PHASE 2, CONSOLIDATION DE L'APPROCHE

Bailleur : DDC

Budget : 3,9 million CHF

Principaux résultats : 4 500 apprentis formés dans 11 corps de métiers, 44 projets de DEL soutenus, trois études d'impact et neuf études de cas

PHASE 3, ANCRAGE RÉGIONAL

Bailleur : DDC

Budget : 9,7 million CHF

Principaux résultats : 8 327 personnes formées et soutenues pour l'accès à l'emploi, 553 jeunes sans emploi formés et insérés, 282 projets soutenus

PHASE 4, MISE À L'ÉCHELLE

Bailleur : DDC et coopération danoise

Budget : 23,8 million CHF (dont 60% DDC)

Principaux résultats : 46 542 personnes formées, dont plus de 9 300 jeunes sans emploi, dans 26 domaines d'activités

Les quatre phases du PAFP

Swisscontact a été mandatée en 1997 par la DDC pour l'exécution d'un Programme d'Appui à l'Apprentissage (PAA), dont l'objectif était d'appuyer le secteur de l'artisanat afin qu'il dispose d'un système national de formation professionnelle performant, adapté aux besoins du pays.

Exécuté de 1997 à 2005, le PAA a permis de former plus de 5 300 personnes, hommes et femmes, dans le cadre de l'apprentissage de type dual.

Conçu comme la suite logique du PAA, le Programme d'Appui à la Formation Professionnelle (PAFP) a pris le relais : il a duré plus d'une dizaine d'années et a été exécuté en quatre phases, financées par la DDC.

« Au début les gens me prenaient pour un fou avec mes fours solaires. Aujourd'hui, je n'arrive pas à satisfaire la demande. »

Seydou Coulibaly, soutenu par le PAFP pour la création de son entreprise



LA PHASE 1 s'est déroulée en 2006 et 2007, il s'agissait d'une phase de recherche-action. En effet, la DDC a mandaté Swisscontact pour exécuter, à titre expérimental, sur une période de 18 mois un programme visant à vérifier un certain nombre d'hypothèses, tester le mode opératoire de l'intervention et le cas échéant définir les axes d'un programme à plus long terme.

La finalité de cette première phase était de **promouvoir l'emploi, notamment celui des jeunes filles et garçons**, à travers la formation professionnelle dans le secteur de l'artisanat en milieu rural et urbain. Dix corps de métiers ont fait l'objet de formations : la mécanique auto, l'électricité auto, la mécanique deux roues, la construction métallique, la menuiserie bois, le froid climatisation, la coiffure esthétique, la bijouterie, l'électronique et la couture stylisme. Les villes qui ont accueilli ces formations sont : Bamako, Ségou, Sikasso, Dioila, Koutiala, Mopti, Djenné, Kayes, Gao, Macina, San, Niono, Koulikoro et Fana.

LA PHASE 2 s'est déroulée entre 2008 et 2011, avec une prolongation jusqu'au 29 février 2012. La finalité de cette deuxième phase consistait à **améliorer les revenus et l'accès à l'emploi des jeunes hommes et femmes par l'acquisition de qualifications professionnelles** en milieu urbain, périurbain, rural et dans le secteur de l'artisanat. Deux axes ont été privilégiés : l'insertion professionnelle et l'opérationnalité des systèmes régionaux de formation.

Le PAFP 2 a été actif dans trois régions : Sikasso, Ségou et Koulikoro. Le choix des régions a été fait sur la base de critères pragmatiques. Sikasso et Ségou sont des régions où la Coopération Suisse était déjà présente, tandis que Koulikoro est une région proche de Bamako, relativement délaissée par les partenaires financiers et offrant un fort potentiel de développement du secteur artisanal. En outre, le PAFP s'est rendu dans la région de Mopti pour analyser la faisabilité d'étendre géographiquement certaines activités (axe 2) à cette région.

LA PHASE 3 s'est déroulée du 1er mars 2012 au 31 décembre 2013. La finalité de la phase 3 visait à **contribuer à la compétitivité des secteurs économiques porteurs (secteur agropastoral, artisanat rural, travaux publics et services)** par une formation professionnelle axé sur l'emploi. Les zones d'intervention prévues pour la phase 3 ont été Sikasso, Mopti et Tombouctou, malgré la situation sécuritaire complexe de Tombouctou. Ainsi le bureau de Tombouctou a développé une approche directe et participative de la population.

LA PHASE 4 s'est déroulée du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2017, avec une prolongation d'une année, en 2018. Prolongeant la phase 3, la finalité de cette phase 4 était de **contribuer à la compétitivité des secteurs économiques porteurs par une formation professionnelle axée sur l'emploi**.

Pour cette quatrième phase, le PAFP a été l'occasion de nouer un partenariat inédit entre la Coopération suisse et l'Ambassade Royale du Danemark au Mali. Ainsi la phase 4 du PAFP représentait la composante 3 du Programme d'Appui à la Croissance Économique et la Promotion de l'Emploi stimulées par le secteur Privé (PACEPEP) financé par la coopération danoise. Le PACEPEP avait pour objectif global le renforcement de la croissance économique inclusive par la génération de revenus et la promotion de l'emploi stimulées par le secteur privé. Ce cofinancement a donc permis au PAFP 4 d'avoir un budget plus conséquent, une couverture géographique élargie (cinq régions au lieu de trois : Sikasso, Mopti, Tombouctou, Ségou et le district de Bamako) et des ambitions plus grandes (objectif de 40 000 personnes soutenues, au lieu de 15 000).

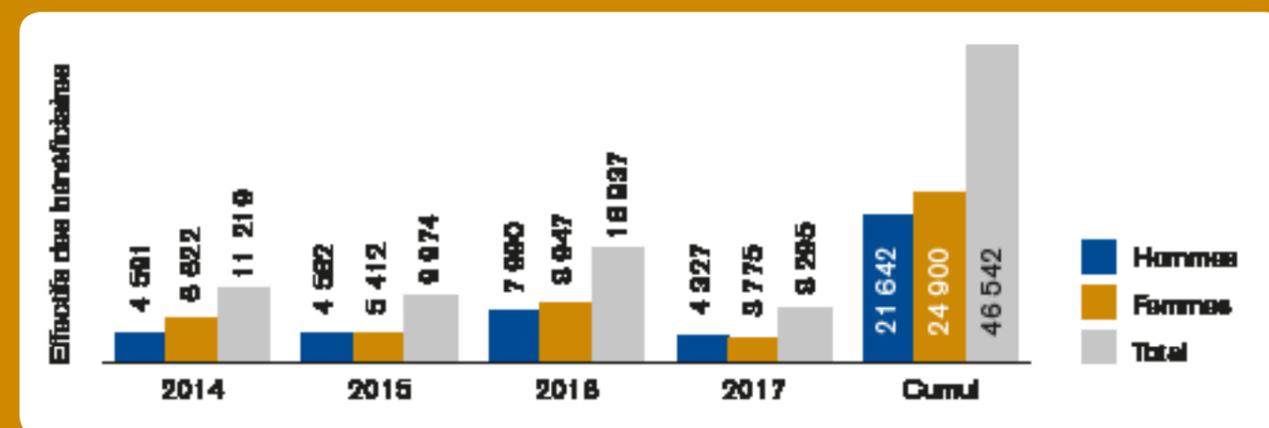
Les principaux résultats de la phase 4 :

Grâce à un mécanisme d'intervention bien rodé et un rythme d'activités soutenu, le dispositif du PAFP 4 s'est illustré par une grande capacité de réponse aux sollicitations des populations et des Conseils Régionaux.

Ainsi 46 542 personnes ont été formées sur toute la phase 4, dans 26 domaines d'activités, et 2 068 projets ont été soutenus. L'embouche, le maraîchage, l'aviculture et la transformation des produits agricoles sont les domaines dans lesquels le plus de projets de formation ont été financés. En effet, les deux secteurs-clés du Programme sont le secteur agropastoral et l'artisanat, car ce sont les plus gros pourvoyeurs d'emplois dans le contexte économique malien, et qui proposent des activités porteuses pour les populations rurales.

Pour ces formations, le PAFP 4 a travaillé avec 1 143 opérateurs de formation, recrutés localement : des centres de formation, des entreprises, des Groupements d'Intérêt Economique, des consultants entrepreneurs et des ONG. Parmi eux, 628 professionnels ont reçu des formations en ingénierie de formation et ingénierie pédagogique, ainsi que des formations techniques. Le PAFP a également assuré un suivi-évaluation de ce processus de renforcement des opérateurs de formation.

Cumul des effectifs de personnes formées à la fin de la phase 4



Répartition des projets soutenus par le PAFP 4, par secteur économique



Plus de 46 000 personnes formées

Lors du PAFP 4, l'accent a été mis sur la qualité des interventions, notamment en matière d'insertion économique : les actions ont été mieux orientées vers des marchés porteurs et des dynamiques économiques, gage de durabilité. Ainsi les effets relatifs à l'insertion et à l'augmentation des revenus se sont nettement améliorés par rapport à la phase précédente.

L'augmentation des revenus des bénéficiaires, pendant la phase 4.



Les principaux résultats de la phase 4 :

Les jeunes, et notamment les jeunes sans emploi, constituent une population à laquelle le PAFP a accordé une attention particulière. Ainsi sept Espaces Orientation Jeunesse (EOJ) ont participé au dispositif, à partir de juillet 2015, à Bamako, Mopti et Sévaré.

Les EOJ sont des dispositifs d'information et d'orientation professionnelle, pilotés par l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes, avec l'appui technique et financier du PAFP.

Ces EOJ étaient animés par 14 conseillers d'orientation recrutés par l'APEJ et chargés d'accueillir et conseiller les Maliens de 15 à 40 ans à la recherche d'informations ou d'appui pour une formation, un stage ou un apprentissage.



Depuis leur ouverture en 2015, 15 542 entretiens réalisés au total dans les EOJ

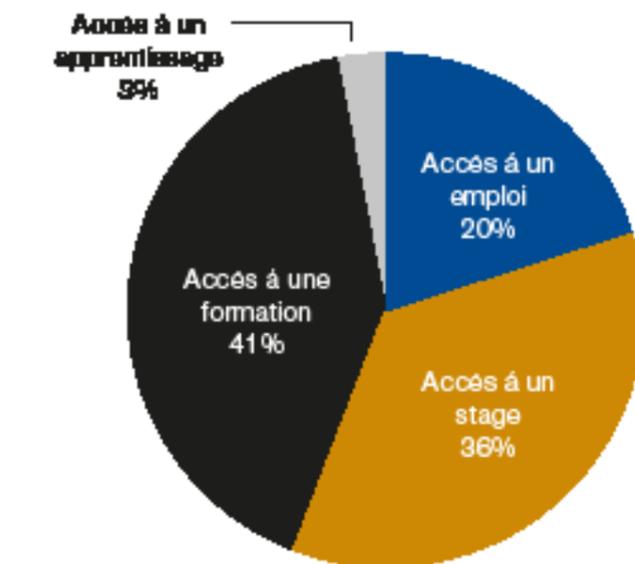
766 personnes ont obtenu un stage, une formation, un apprentissage ou un emploi grâce à l'accompagnement des conseillers d'orientation

5 380 personnes reçues dans les EOJ

dont 37% de femmes

Des espaces au service des jeunes

Répartition des débouchés pour les personnes qui ont bénéficié d'un accompagnement dans les sept EOJ.



Focus sur l'approche partenariat du PAFP

Le PAFP est fondé sur un partenariat très fort entre tous les acteurs concernés par la formation professionnelle. Ce modèle vise à favoriser le partenariat public-privé, c'est-à-dire une collaboration à long terme entre des institutions publiques maliennes de différents niveaux (national, régional, local) et des acteurs privés (organisations professionnelles, centres de formation, entreprises).

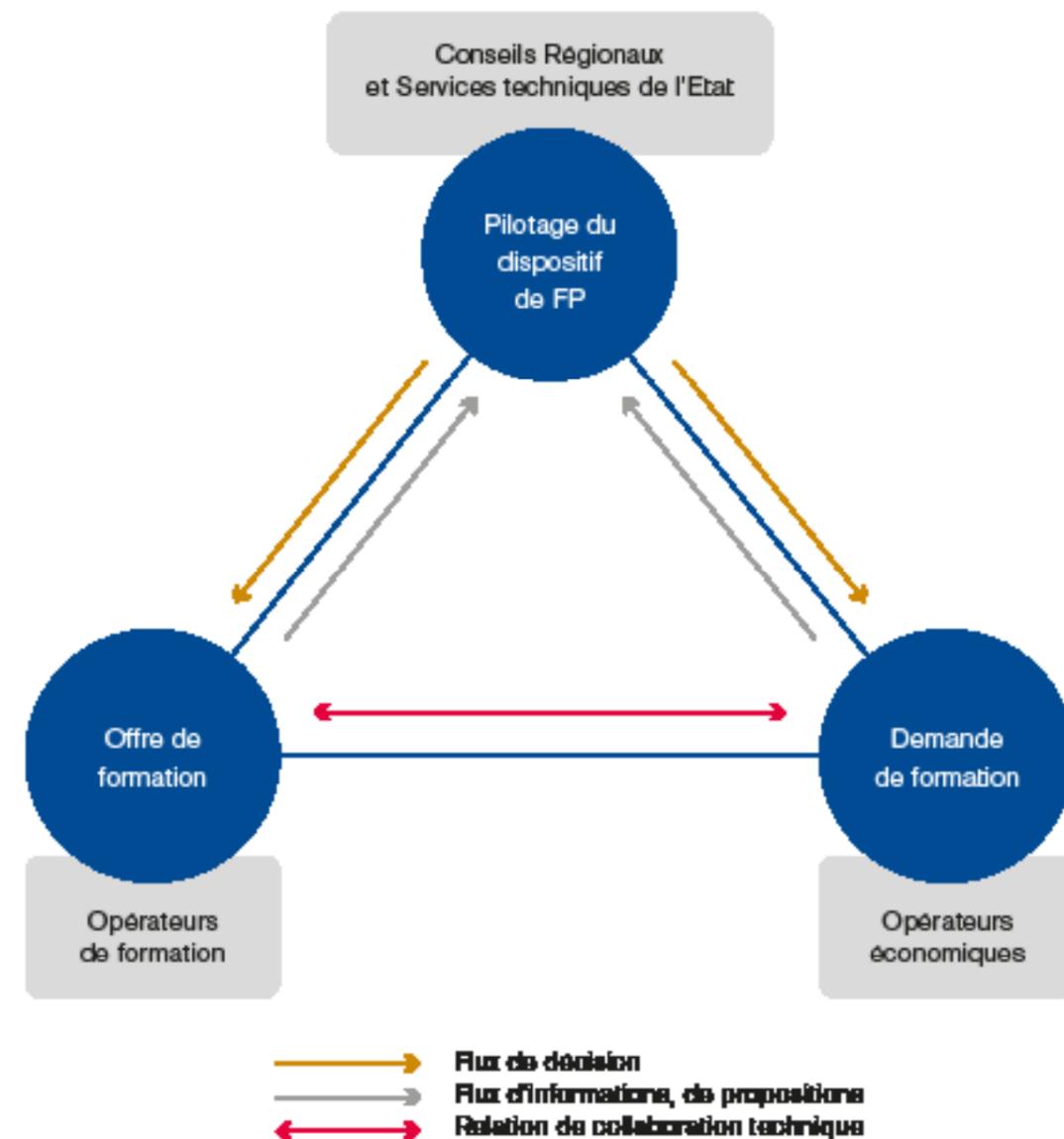
L'OFFRE est proposée par les Opérateurs de formation, privés et publics.

Les opérateurs sont les centres et instituts de formation, associations, prestataires de services. Ils ont pour principales missions de :

- Élaborer les offres de formation en fonction des besoins identifiés
- Concevoir les outils pédagogiques
- Réaliser et évaluer les formations
- Assurer l'appui-conseil aux sortants pour leur insertion dans l'emploi
- Assurer le suivi post-formation des personnes formées.

De leur côté, les entreprises artisanales et rurales ont pour mission d'accueillir des apprentis et en assurer la formation pratique dans le cadre de l'apprentissage de type dual.

L'organisation du partenariat mis en place par le PAFP pour gérer le dispositif de formation professionnel au Mali



LE PILOTAGE du dispositif de formation professionnelle est assuré par les Collectivités Territoriales (Conseils Régionaux), avec l'appui-conseil des Services Techniques déconcentrés de l'Etat, dans une dynamique de décentralisation.

Le pilotage régional est primordial, compte-tenu de la vaste étendue du territoire malien. En effet, chaque région possède des besoins et des potentialités propres, et doit donc pouvoir disposer d'un dispositif de qualité adapté aux besoins de son économie.

LA DEMANDE provient de la société civile, des Organisations Professionnelles des différents secteurs d'activités ou encore des entreprises.

La contribution des acteurs économiques de chaque région se situe à tous les niveaux du processus de formation-insertion :

- Identifier et exprimer les besoins de formation
- Élaborer des projets de formation
- Donner des formations
- Financer la formation
- Assurer l'évaluation de la formation
- Procéder au suivi post-formation et suivre l'insertion.



LE PILOTAGE RÉGIONAL : UNE INNOVATION DU PAFP

Dans le cadre du pilotage régional du dispositif de formation professionnelle, cinq Cadres Régionaux de Gestion Partenariale de la Formation Professionnelle - Emploi (CRGP) ont été encouragés et accompagnés par le PAFP 4. Ces CRGP ont été un lieu d'échange sur les orientations de la politique régionale, le fonctionnement du CRGP, les actions du PAFP. Le rythme des rencontres a été particulièrement soutenu à Ségou et Tombouctou. Au total, 27 rencontres ont été assurées en 2017.

Des sessions de sélection et de suivi-évaluation des financements accordés ont également été assurées par les CRGP pour suivre les projets de formation et d'appui matériel subventionnés par le PAFP. Chaque région a organisé au moins une session par mois.

Le bilan de la phase 4 : objectifs atteints

Le premier objectif du PAFP - l'insertion professionnelle - a été quantitativement atteint en fin de phase 4, grâce à plusieurs facteurs : d'une part la forte demande pour des formations, d'autre part la réactivité des opérateurs de formations et la flexibilité de la mise en œuvre des activités, et enfin l'implication d'acteurs régionaux dans la préparation et le choix des projets. Grâce à cela, non seulement l'objectif d'insertion professionnelle est atteint, mais de plus les personnes formées ont, dans leur majorité amélioré leurs revenus : ainsi 66,5% des personnes formées ont vu leurs revenus augmenter.

Le bilan quant au deuxième objectif du PAFP - l'opérationnalité des systèmes régionaux de formation - est plus mitigé. Le processus de décentralisation de la formation professionnelle a surtout été entravé par le manque de moyens et de compétences. En effet ceux-ci n'ont pas totalement été transférés aux collectivités territoriales par les instances centrales. Toutefois les collectivités territoriales, à travers leur rôle dans les CRGP, ont eu l'occasion de jouer un rôle de facilitateur entre différents acteurs dans leurs régions.

Bilan de la phase 4 du PAFP, pour les deux axes du Programme, par résultat atteint et pourcentage de l'objectif prévu

EFFET ATTENDU 1 :	
Les personnes formées intègrent ou réintègrent un emploi	
<ul style="list-style-type: none"> 8100 à 8400 jeunes insérés (dont plus 4200 en 2017). Les jeunes insérés sur la période ont généré un revenu mensuel moyen de 39 201 FCFA par personne (SMIC malien fixé à 40 000 FCFA en 2016). 	100% de l'objectif
30 984 personnes ont amélioré leur revenu, dont 25 593 l'ont augmenté de 20% et plus.	Objectif dépassé
50 à 55% des femmes insérées.	100% de l'objectif
EFFET ATTENDU 2 :	
Les acteurs privés et publics de la Formation Professionnelle pour l'Emploi développent et mettent en œuvre des formations diversifiées, adaptées aux opportunités et besoins du marché	
46 542 personnes formées, soit 0,9% de la population en âge de travailler dans les régions concernées.	Objectif dépassé
En 2017, 430 projets sur les 436 financés relèvent des secteurs prioritaires des régions (agriculture, artisanat rural, BTP et services).	98% de l'objectif
17 jours en moyenne entre la soumission et l'approbation d'un projet.	100% de l'objectif

La durabilité du PAFP : Trois éléments en attestent

- **L'implication des institutions maliennes** : Les politiques publiques au Mali sont désormais imprégnées de l'approche formation professionnelle. De plus le système d'offre est piloté par les acteurs nationaux et régionaux. De ce fait, la présence de l'apprentissage est solide et durable dans plusieurs régions du pays. Seule ombre au tableau : le faible niveau de transfert des compétences et surtout des ressources financières au niveau des collectivités.
- **La stratégie FP** : L'approche multi-partenaires a permis de créer des passerelles entre les acteurs, qui sont gages de durabilité : entre les jeunes et l'Etat, entre les personnes formées et les entreprises, entre les opérateurs de formation et les organisations professionnelles, entre les bénéficiaires eux-mêmes.
- **La volonté de duplicabilité** : Démarré à Sikasso et Mopti, le dispositif a été étendu à d'autres régions avec un souci de partager les outils et les méthodologies. Des ajustements ont été nécessaires, indiquant que le système est capable de s'auto-adapter en fonction des contextes et des besoins.



La capitalisation du PAFP : stratégie validée

En réponse aux objectifs de la phase 4 du PAFP, une enquête de terrain a été menée à Bamako, Sikasso et Koutiala afin de rencontrer les acteurs du CRGP, des bénéficiaires, des opérateurs de formation, des entreprises, des Conseillers Formation-Emploi, des professionnels des Chambres d'Agriculture, des artisans, des responsables d'EOJ.

Cette mission avait pour objectifs : D'une part d'établir un éclairage sur les acquis relatifs à l'opérationnalisation de systèmes régionaux de formation professionnelle ; D'autre part d'apporter un zoom sur la stratégie générale déployée par Swisscontact afin de mieux appréhender les résultats, les effets sur les publics cibles, sur les jeunes sans qualification professionnelle, sur les travailleurs « pauvres » et sur les entreprises et opérateurs de formation.

Cette enquête de terrain a donné lieu à une étude de capitalisation, dont les conclusions ont validé les stratégies du PAFP.



LES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE DE CAPITALISATION :

- La stratégie du PAFP est pertinente car elle répond massivement aux besoins de formation et d'insertion des populations pauvres ou vulnérables.
- Le dispositif est reproductible dans d'autres régions, avec quelques ajustements.
- La stratégie est efficace : le PAFP a touché 1% de la population en âge de travailler, avec des impacts économiques sur les territoires.
- Les effets du Programme sont positifs pour les bénéficiaires, non seulement au niveau des chiffres (plus de 30 000 personnes sont actives, plus de 15 000 jeunes sont accompagnés), mais surtout au niveau des effets sociaux : mise en réseau des bénéficiaires, autonomisation des femmes et des jeunes, prise de conscience des jeunes à passer à l'action, etc.
- Les effets de la stratégie du PAFP sont en grande partie durables, étant donné que les bénéficiaires sont actifs dans le domaine de leur formation. Toutefois la durabilité est compromise par les difficultés d'insertion de certains bénéficiaires, notamment les jeunes sans emploi. Mais le Programme a répondu à ces difficultés (accompagnement à la création d'auto-emploi, mise en réseau des jeunes).



L'ANALYSE DES DISPOSITIFS INNOVANTS : CRGP, CFE ET EOJ

- Le CRGP est perçu par tous les acteurs comme un acquis à pérenniser. Il a permis d'accompagner les Conseils Régionaux dans leur fonction de maîtrise d'ouvrage de la FP, de les initier aux pratiques de bonne gouvernance, de mettre en place des systèmes d'information sur la FP et de mettre en réseau les acteurs à tous les niveaux (local, régional, national).
- Les Conseillers Formation-Emploi ont constitué des bons relais entre les acteurs, grâce à leur connaissance des territoires, et ont contribué à l'efficacité du Programme.
- Les EOJ sont un dispositif pertinent qui répond à la problématique de l'employabilité et l'insertion des jeunes, en apportant une écoute et un accompagnement individuel aux jeunes. De plus, c'est un dispositif très efficace, puisque seulement 14 conseillers ont réalisé plus de 15 500 entretiens.

Trois portraits, trois parcours de réussite

Ténin Traoré pratique le séchage et la transformation de la mangue dans la commune de Baguineda, région de Koulikoro, à 30 km de Bamako dans le sud du Mali.

Une meilleure connaissance des techniques de transformation du fruit lui a permis d'aborder son activité sous un nouvel angle.

« Depuis la formation, nous avons pu réduire les pertes de fruits jusqu'à 40%. »



Mme Ténin Traoré

TRANSFORMATION DE MANGUES

Mme Traoré, 37 ans et mère de 8 enfants, travaille les fruits saisonniers, mais était confrontée au problème récurrent de perte des fruits trop mûrs, mais aussi à des mauvaises pratiques en matière d'hygiène et de production.

La formation menée en juin 2014 en techniques de transformation de la mangue a donné à Mme Traoré les éléments fondamentaux pour professionnaliser son activité, depuis l'approvisionnement en fruit jusqu'à la vente du produit final. Tout d'abord, elle a résolu la problématique des fruits perdus avec la fabrication de nouveaux produits comme la confiture, le jus ou le sirop de mangue. Puis elle a appris à porter une attention particulière à l'hygiène dans son espace de travail : stérilisation du plan de travail, des ustensiles et emballages utilisés, port d'une blouse et d'un cache-nez, mais aussi nettoyage des fruits avant transformation. Enfin la formation lui a permis d'apprendre à sélectionner des fruits de qualité au moment de l'achat des mangues.

Depuis la formation, l'impact financier a été spectaculaire pour Mme Traoré : elle gagne aujourd'hui deux à trois fois plus que les années précédentes.



Maintenant je peux participer aux charges de la famille et soutenir mon mari dans les dépenses. Il m'encourage beaucoup. Je peux aussi me permettre quelques dépenses personnelles comme des vêtements.

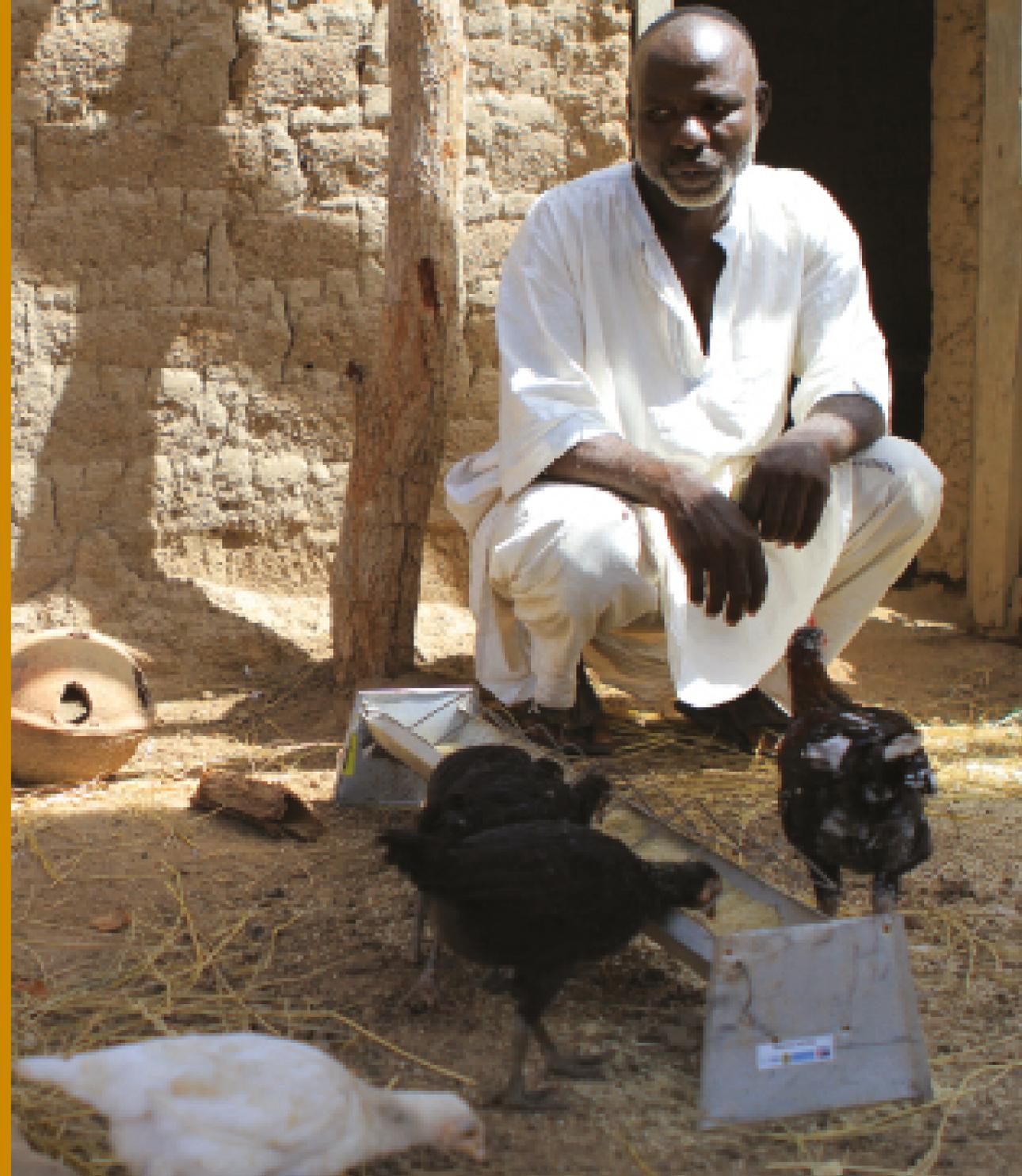
De plus, nous avons une vie plus équilibrée à la maison. J'applique les règles d'hygiène chez nous, je stérilise mes ustensiles de cuisine et nettoie mieux les chambres. Les enfants sont moins souvent malades. Et puis nous mangeons mieux. »

Ténin Traoré

Trois portraits, trois parcours de réussite

Tiékoura Dembélé est « secouriste villageois de volaille » depuis 2013 dans la commune de Koumantou dans le Sud du Mali. Il part à la rencontre des aviculteurs pour soigner leurs volailles, mais aussi les conseiller en matière d'élevage.

« Je suis fier de faire partie des premiers professionnels en aviculture de ma commune. C'est un soutien important pour les éleveurs. »



M. Tiékoura Dembélé

SOINS VÉTÉRINAIRES DE PROXIMITÉ

Tiékoura Dembélé vit avec ses 3 femmes et ses 15 enfants à Ména, un petit village de la commune de Koumantou dans le sud du Mali. Dans le cadre du PAFP, il a bénéficié d'une formation de « secouriste villageois de volaille ». Aujourd'hui, il va de village en village à la rencontre des aviculteurs.

La formation a été une révélation pour cet homme modeste et non lettré qui a fait de son activité de secouriste villageois de volailles une véritable vocation pour laquelle il a abandonné son métier de forgeron.

Aujourd'hui il sait reconnaître et traiter les principales maladies aviaires qui affectent son secteur. De plus, il a appris l'importance des vaccins et traitements préventifs, la manipulation des produits et seringues, et la nécessité d'un poulailler bien construit et bien entretenu.

M. Dembélé exerce dans une dizaine de villages répartis sur trois communes autour de Koumantou, avec 10 à 40 éleveurs clients dans chacun de ces villages. Soigneur et conseiller, M. Dembélé est très sollicité et a pu tripler ses revenus.



« Avant, les éleveurs allaient à la pharmacie lorsqu'une maladie touchait leur élevage. Ils étaient souvent mal conseillés car il n'y avait ni vétérinaire, ni spécialiste dans la région. J'ai dû gagner la confiance des éleveurs en démontrant l'efficacité de mes soins. »

Tiékoura Dembélé

Trois portraits, trois parcours de réussite

Abdoulaye Dembélé a 23 ans et vit à Sévaré dans la région centre du Mali. Orphelin de père et aîné d'une famille de quatre enfants, il assure les charges du foyer avec sa mère, grâce à son nouveau métier : plombier.

« Avant j'étais une charge pour ma mère, je ne savais rien faire. Aujourd'hui j'ai un travail, un salaire et le respect des gens. »



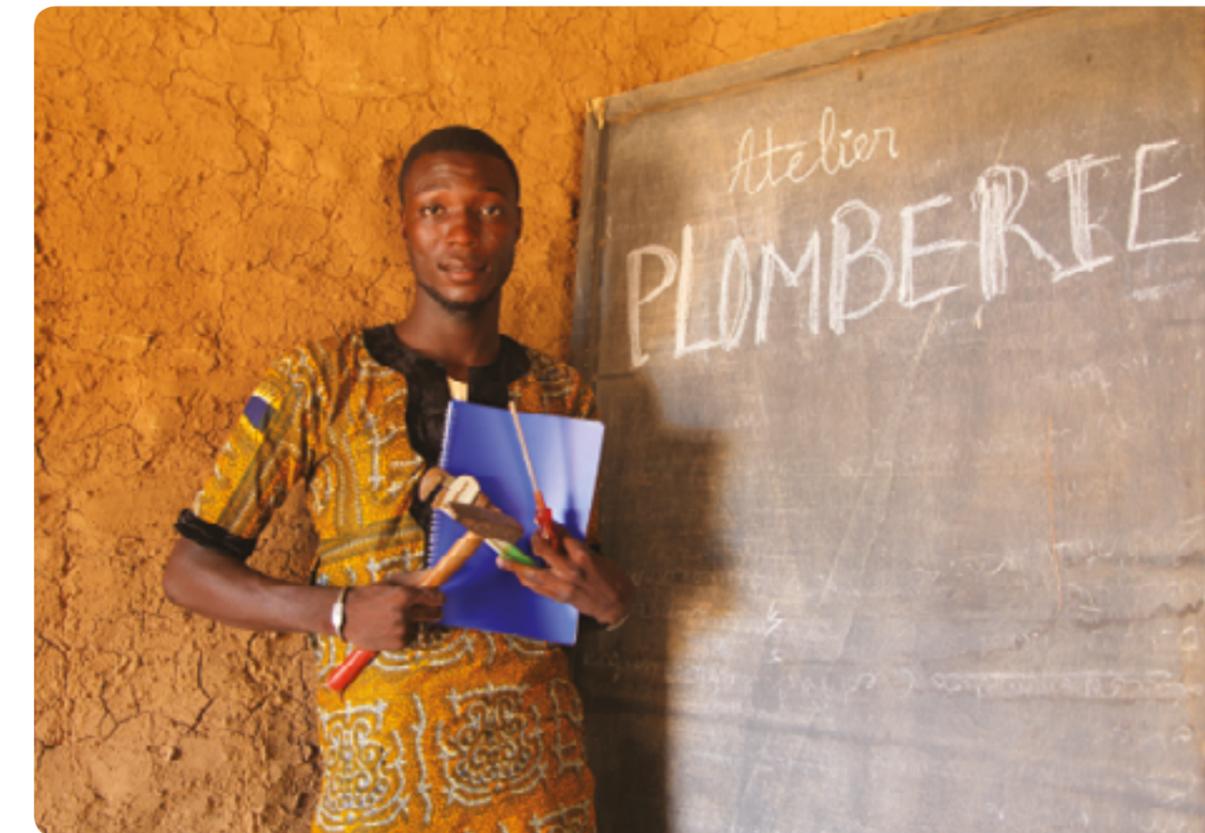
M. Abdoulaye Dembélé

PLOMBERIE

Abdoulaye Dembélé est un jeune homme trop vite sorti de l'école. Il passait ses journées à boire le thé avec ses amis sans perspective d'emploi à l'horizon. La formation en plomberie sanitaire proposée en 2014 dans le cadre du PAFP a propulsé le jeune homme dans la vie active.

La formation de 12 jours dispensée dans un centre d'apprentissage de Sévaré lui a donné les bases du métier de plombier, bases qu'il a ensuite consolidées grâce au suivi régulier de son formateur. Équipé d'une petite boîte à outils par le PAFP, Abdoulaye Dembélé a rapidement trouvé du travail, principalement des prestations chez les particuliers : réparations de robinetterie, de systèmes de chasse d'eau, de fuites ou encore de conduits bouchés. Sa détermination et ses différentes expériences lui ont permis d'asseoir ses connaissances. Un engagement patient et courageux salué par son formateur qui n'hésite pas à faire appel à lui lorsqu'il obtient de gros chantiers.

Avec ses activités, le jeune homme peut maintenant participer aux charges familiales, assumer ses propres dépenses, mais aussi économiser afin de développer son activité. Car le jeune homme a un objectif clair en tête : créer à terme son propre atelier.



« Entre entre lui et moi c'est un échange constant. La ville change, elle est en chantier et j'ai plus d'activités que je ne peux en assumer. Abdoulaye vient m'aider sur ces chantiers, et puis c'est une façon pour moi de continuer à le former. Il est demandeur de conseils, c'est un apprenti très agréable. »

M. Ali Dembélé, formateur.

Nous créons des opportunités

Le Programme d'Appui à la Formation Professionnelle au Mali a été financé par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC, coopération suisse) et l'Ambassade Royale du Danemark au Mali (coopération danoise)

Swisscontact Mali

c/o Coopération Suisse
B.P. 2386 Bamako
Tél : +223 76 40 55 88
www.swisscontact.org/mali



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Direction du développement
et de la coopération DDC**

EMBASSY OF DENMARK

DANIDA | INTERNATIONAL
DEVELOPMENT COOPERATION

Couverture : Activité de maraîchage à Bamako.
Photos : Collaborateurs de Swisscontact.
Rédaction et conception : Stéphanie Tesson.
Septembre 2018.

Label ZEW0 : Swisscontact a été récompensée par le label ZEW0. Ce label est décerné aux organisations d'utilité publique pour leur bonne gestion des fonds qui leur sont confiés, atteste que les sommes récoltées sont affectées au but fixé de manière efficace et économique et distingue les organisations transparentes et dignes de confiance présentant des structures de contrôle efficaces et respectueuses des principes d'éthique quant à l'acquisition de moyens financiers et la communication. Swisscontact fait régulièrement l'objet d'examens veillant au respect de ces critères. (Source : ZEW0)

